

ANNEXE 4 : CAPITALISATION DU PROJET LIAM

INTRODUCTION

Le projet de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition (LIAM) a commencé le 19 juin 2009 et a pris fin le 31 décembre 2013. Il a été mis en œuvre par l'Organisation Non Gouvernementale Louvain Coopération au Développement (LD) en partenariat avec deux organisations nationales à savoir : L'Union pour la Coopération et le Développement, Association sans but lucratif (UCODE asbl) et l'Union pour la Coopération et le Développement Microfinance (UCODE Microfinance). Il y a eu beaucoup de réalisations en faveur des ménages ruraux regroupés dans des associations encadrées par UCODE asbl en particulier pour ce qui est de l'agriculture (à travers les filières banane, haricot volubile, riz et oignon) et l'élevage (chèvres et lapins). La population en général a pu bénéficier du projet avec l'installation des mutuelles de santé, les activités de nutrition, d'alphabétisation et de stockage des vivres dans les hangars ainsi que l'installation des jardins de cuisine et des compostières. Les vulnérables, surtout ceux qui avaient des enfants qui étaient déchargés des centres de récupération nutritionnelle, ont eu un appui en vivres, en animaux (chèvres et lapins avec construction d'un abri). L'UCODE Microfinance a bénéficié de l'appui du projet pour continuer à réaliser sa mission de financer les activités de la population dont le warrantage, une activité menée sur demande des UCODE Communes.

Les organisations d'exécution du projet (UCODE asbl et LD) ont pu apprendre à travers le projet. C'est pour cette raison qu'elles ont trouvé opportun de concevoir un document de capitalisation pour servir de mémoire aux autres afin de valoriser les bonnes pratiques et apprendre à partir des erreurs enregistrées pour ne pas les répéter. Des approches ont été conçues et suivies. Ce sont ces approches qui ont fait objet d'évaluation et les éléments retenus sont consignés dans le point en bas.

PRESENTATION DU PROJET

Nom du projet : Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition (LIAM)

Partenaires de mise en œuvre: Union pour la Coopération et le Développement, Association sans but lucratif (UCODE asbl) et Union pour la Coopération et le Développement Microfinance (UCODE Microfinance)

Zone d'intervention : 6 communes / Province NGOZI (3): Busiga, Gashikanwa et Mwumba ;
Province KAYANZA (1): Gahombo ;
Province KIRUNDO (2): Busoni et Kirundo

Bailleur : Fonds Belge de Sécurité Alimentaire (FBSA) / Royaume de Belgique

Bénéficiaires : 6.000 ménages

Durée : 2009 – 2013

Objectif global : Les conditions de vie des populations des provinces de Kayanza, Ngozi et Kirundo sont améliorées de manière durable.	Objectif spécifique : La vulnérabilité des 6.000 ménages bénéficiaires des communes d'intervention face à l'insécurité alimentaire et au non accès aux soins de santé est réduite.
Résultats attendus :	
R.1 : Les productions agricoles sont augmentées et diversifiées au niveau des exploitations des bénéficiaires.	R.4 : La structuration des bénéficiaires est réorganisée et renforcée à travers une fédération paysanne (UCODE asbl) et son organe d'appui technique.
R.2 : Les bénéficiaires réalisent des activités économiques susceptibles d'accroître leurs capacités de résilience et d'améliorer durablement leurs conditions de vie.	R.5 : UCODE-MF devient une institution performante offrant des services adaptés à ses membres.
R.3 : L'accès aux soins de santé, à la prévention et aux traitements des cas de malnutrition est amélioré.	

METHODOLOGIE DE CAPITALISATION

Les organisations d'exécution du projet (UCODE asbl, UCODE MF et LD) ont pu apprendre l'un de l'autre et au cours de l'exécution du projet. C'est pour cette raison qu'elles ont trouvé opportun de concevoir un document de capitalisation pour servir de mémoire aux autres afin de valoriser les bonnes pratiques et apprendre à partir des erreurs enregistrées pour ne pas les répéter. Des approches ont été conçues et appliquées au cours de la mise en œuvre du projet. Ce sont ces approches qui ont fait objet d'évaluation. Il s'agit de: (1) Approche d'appui aux ménages les plus vulnérables, (2) Approche de gestion et d'approvisionnement en semences et d'autres intrants des BIA, (3) Approche d'intervention des animateurs, (4) Approche d'appui aux « Activités Génératrices de Revenus Non Agricoles, (5) Approche Warrantage, (6) Approche opérationnelle de la MUSA, (7) Approche nutrition et (8) Approche de restructuration des associations et de développement des filières agricoles.

Le travail de capitalisation a été réalisé par étapes. Il a été question de concevoir un outil de capitalisation qui tient compte des étapes retenues dans les approches. Pour chaque étape, les questions suivantes étaient posées :

- (i) Qu'est-ce qui a marché ? (grands succès)
- (ii) Qu'est-ce qui n'a pas marché ? (échecs, difficultés et contraintes)
- (iii) Qu'est-ce qu'il faudrait surtout faire ? (stratégies à adopter)
- (iv) Qu'est-ce qu'il ne faudrait plus faire ?

Cet outil a été validé en plénière par le personnel affecté au projet en présence surtout des TA qui allaient l'utiliser pour collecter les données. L'outil a été rempli dans la communauté par les TA en rencontrant les bénéficiaires du projet comme informateurs afin

d'apprécier l'application des approches en ayant leurs points de vue. D'autres données ont été collectées auprès des TA et AR, auprès des responsables des CRN et auprès des membres de la MUSA. Les données saisies /compilées ont été validées en plénière par le personnel du projet. Les éléments retenus sont consignés dans les tableaux plus bas.

FICHE D'AUTO-EVALUATION DE L'APPLICATION DE L'APPROCHE D'APPUI AUX MENAGES TRES VULNERABLES

Résultat 1: Les productions agricoles sont augmentées et diversifiées au niveau des exploitations des bénéficiaires.

N°	Etapes	Qu'est-ce qui a marché ? (Grands succès)	Qu'est-ce qui n'a pas marché ? (Echecs, difficultés et contraintes)	Qu'est-ce qu'il faudrait surtout faire ? (Stratégies à adopter)	Qu'est-ce qu'il ne faudrait plus faire ?
1	Sélection (identification) des ménages vulnérables bénéficiaires : -Ménages dont les enfants sont déchargés des centres nutritionnels	-Séances de sensibilisation tenues -Référence aux fiches provenant des centres de récupération nutritionnels / centre de santé pour l'identification (pas de tricherie / corruption) - Implication de l'administration locale	-L'ingérence de l'administration locale (certains avaient l'intention de mettre sur la liste des gens qui ne remplissaient pas les critères) -Nombre limité à l'avance	-Augmenter le budget pour toucher un grand nombre de nécessiteux -Diversifier les critères et les sources de vérification	-Ne pas se limiter seulement aux fiches des CRN (enfants malnutris mais dont leurs ménages ne sont pas nécessairement vulnérables
	Ménages de la catégorie A appartenant aux associations de filières	La catégorisation des membres des associations filières a tenu compte des critères fiables.	Certains membres des associations filières avaient menti pour figurer sur la liste.		
2	Validation de la liste des bénéficiaires (en plénière + PV)	-Validation des bénéficiaires à travers l'assemblée générale des associations avec l'implication de l'administration locale et l'UCODE commune -Validation par les vulnérables eux-mêmes à partir du degré de leur vulnérabilité (même des gens qui avaient le VIH/SIDA) - Implication de		Tenir des séances de sensibilisation avant la validation	

		<p>l'administration locale</p> <ul style="list-style-type: none"> -Présence des membres de la communauté concernée (caractère public) 			
3	<p>Constitution d'associations de vulnérables et de leur renforcement des capacités organisationnelles (gestion, organisation, statuts, ROI)</p>	<ul style="list-style-type: none"> -La création des associations des vulnérables dont les enfants sont issus des CRN -Textes réglementaires (statuts et ROI) convenus entre les membres des associations des vulnérables ont guidé la gestion -Caisse d'entraide pour acheter les médicaments des animaux -Formation reçue qui les a aidés à contrôler la production des animaux -Les bénéficiaires ont élu eux-mêmes les responsables de leurs associations. -Travaux d'entraide entre membres 	<ul style="list-style-type: none"> -Défaillance (en gestion et organisation) de certains membres des comités -Difficulté dans la collecte des fonds servant à la légalisation de l'association -Difficulté de constituer et/ou utiliser les outils de gestion -Analphabétisme des membres -Des cas de mépris au sein de l'association 	<ul style="list-style-type: none"> -Prévoir des séances de renforcement des capacités -Prévoir les outils de gestion 	
4	<p>Formation technique (culturelles, d'élevage) des bénéficiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par des AR/AE -visites inter-ménages 	<ul style="list-style-type: none"> -Application des techniques culturelles (haricot volubile et oignon) et d'élevage améliorées -Disponibilité des modules en kirundi -Formation ayant abouti à l'amélioration de la production agricole -Existence d'un protocole 	<ul style="list-style-type: none"> -AR réclamant une prime au projet -Faible maîtrise des techniques par quelques AR et AE -Faible participation aux séances de formation 	<ul style="list-style-type: none"> -Recycler les formateurs (AR) -Intensifier les visites d'échanges externes -Diversifier les modules 	

		d'autofinancement à travers la BIA et le hangar de stockage -L'installation des AR et AE est efficace en ce qui concerne la vulgarisation des techniques			
5	Installation des cultures fourragères (matériel végétal, formation)	-Disponibilité du fourrage pour le bétail -Location des parcelles pour la multiplication -AGR pour les associations de producteurs -Implication des producteurs dans le choix des espèces fourragères	-Matériel végétal non apprécié par certains bénéficiaires -Faible prise de connaissance sur l'importance des cultures fourragères -Distribution tardive du pennisetum à certains endroits -Exigüité des terres	-Sensibiliser sur l'importance des cultures fourragères -Prévoir de la formation -Choisir le moment propice pour la distribution des plants fourragers -Majorer la quantité à distribuer	-Concentrer les pépinières dans un seul endroit de la commune
6	Diffusion de cages	-Fabrication des cages dans les communes -Utilisation des cages permettant la protection des lapins contre les prédateurs -La diffusion des cages a permis d'améliorer les conditions d'élevage	-Treillis des cages pas solides -Manque d'un contrat de réparation des cages abîmées	-Faire fabriquer les cages chez les artisans des communes	-Concentrer la fabrication des cages dans un seul endroit
7	Construction des abris (qualité, disponibilité des différents appuis, etc.)	-Appuis de la part du projet : matériaux de construction, suivi/accompagnement -Participation des bénéficiaires : matériaux de construction -Abris de dimensions satisfaisantes	-Difficultés de se procurer de la paille pour la toiture, d'où le plastic était troué et les animaux mouillés -Certaines toitures n'étaient pas suffisamment inclinées, les pluies se versaient	-Faire fabriquer les cages au niveau de chaque commune -Apporter tout le kit d'appui dans un délai court	

			donc à l'intérieur de l'abri		
8	Diffusion des animaux (délai, qualité des animaux)	-Diffusion de certaines chèvres gestantes ou près d'être saillies	-Mortalité élevée pour les lapins -Certaines chèvres n'avaient pas encore atteint la maturité sexuelle -Remplacement tardif des animaux morts quelques jours après la distribution comme promis -La distribution des lapins n'a pas respecté les délais.	-Remplacement dans les délais des animaux morts -Bonne sélection des animaux à diffuser -Intensifier l'accompagnement des bénéficiaires	-Distribution des animaux par tranches au sein d'une même association (la restitution devient confuse)
9	Suivi zoo-sanitaire des animaux dans les ménages (traitement)	-Les lapins ont été traités par le projet contre les maladies courantes par l'injection d'Ivermectin. -Distribution d'un kit de produits vétérinaires aux associations bénéficiaires de caprins -Les médicaments vétérinaires ont été rendus disponibles dans les BIA.	-Les lapins ont été traités tardivement après avoir enregistré des pertes	-Former les animateurs relai en matière de soins -Au démarrage, donner un kit de produits vétérinaires diversifiés aux bénéficiaires -Renforcer l'accompagnement	-Distribuer des animaux ayant des tares physiques, physiologiques et/ou reproductrices
10	Disponibilisation des arbres fruitiers (délai, qualité, préférences)	-Les plants fruitiers ont été distribués au bon moment. -Les plants ont été produits dans un centre de recherche.	Un petit nombre de plants fruitiers par bénéficiaire	-Si possible, multiplier les plants localement -Les espèces doivent être proposées par les bénéficiaires.	
11	Remboursement / restitution des animaux (système)	Les bénéficiaires de la 2 ^{ème} catégorie participent en quelque sorte dans le suivi des caprins chez les	-Bénéficiaires qui vendent clandestinement les caprins		

	crédit rotatif)	bénéficiaires de la 1 ^{ère} catégorie	-Les mortalités ont perturbé la périodicité de remboursement.		
12	Mise en place des jardins de cuisine	-Faciles à installer -Semences disponibles à temps	-Attaque de pucerons et non disponibilité de produits phytosanitaires -Jardins pas arrosés pendant la saison sèche suite à l'éloignement des points d'eau	-Organiser des réunions de sensibilisation et de collecte de fonds pour l'achat de semences -Installer les jardins pendant la saison pluvieuse	Oublier d'accompagner les vulnérables bénéficiaires par un kit de produits phytosanitaires
13	Application de l'approche (appréciation par les bénéficiaires)			-Prévoir des appuis supplémentaires pour toucher les vulnérables incapables (victimes du VIH/SIDA et/ou de la malnutrition) -Diversifier le kit suivant les besoins réels des vulnérables (ex : éducation nutritionnelle aux ménages qui ont des vivres)	

FICHE D'AUTO-EVALUATION DE L'APPLICATION DE L'APPROCHE DE GESTION ET D'APPROVISIONNEMENT EN SEMENCES ET D'AUTRES INTRANTS DES BOUTIQUES D'INTRANTS AGRICOLES (BIA)

Résultat 1: Les productions agricoles sont augmentées et diversifiées au niveau des exploitations des bénéficiaires.

N°	Etapas	Qu'est-ce qui a marché ? (Grands succès)	Qu'est-ce qui n'a pas marché ? (Echecs, difficultés et contraintes)	Qu'est-ce qu'il faudrait surtout faire ? (Stratégies à adopter)	Qu'est-ce qu'il faudrait ne plus faire ?
1	Construction des BIA (choix du site, temps de construction, qualité, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> -Construction des hangars et des boutiques d'intrants agricoles (BIA) en matériaux durables avec un espace et un équipement suffisants -Le fait qu'on a construit en matériaux durables a renforcé la confiance des usagers des infrastructures par rapport à la sécurité des stocks. -Délais de construction respectés -Une boutique d'intrants couplée avec le hangar de stockage permet une interaction positive entre les deux unités (approvisionnement, gardiennage, gestion, stockage, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> -Dans certaines communes, l'acquisition des parcelles de construction des infrastructures même communautaires est difficile. Dans une des communes, les bénéficiaires ont dû cotiser pour s'acheter une parcelle. Dans une autre commune, l'administration a exigé la construction avant l'octroi de la parcelle. -Au démarrage de la construction des hangars, il y avait eu oubli de construire des latrines alors que les usagers restent beaucoup de temps au niveau du hangar. 	<ul style="list-style-type: none"> -Avant de construire une infrastructure, vaut mieux d'abord visiter des infrastructures semblables en associant les bénéficiaires. -La construction d'une infrastructure communautaire nécessite l'octroi d'une lettre d'attribution d'une parcelle. -Si les bénéficiaires sont conscients de l'importance d'une infrastructure communautaire, ils sont prêts à cotiser pour s'acheter une parcelle. -Tout constructeur de hangar de stockage / BIA ne doit pas se concentrer seulement sur la construction du hangar mais doit prévoir la construction des latrines. 	<ul style="list-style-type: none"> -En matière d'attribution de parcelles par l'administration, il faut éviter de se fier à une promesse verbale. -Pour l'installation d'un hangar de stockage, il ne faut plus privilégier la gratuité de la parcelle octroyée par l'administration. Il faut tenir compte de l'avis et la concentration des bénéficiaires quitte à ce que ces derniers cotisent.

				<p>-Si on doit installer des infrastructures et qu'il n'y a pas une ressource humaine en interne, il faut s'entourer d'un ingénieur ou d'un bureau conseil.</p> <p>-Le recrutement des constructeurs de la localité contribue : à la réussite des travaux sur chantier et à la sensibilisation à l'utilisation des infrastructures.</p>	
2	Disponibilisation des intrants et du petit outillage agricole dans les BIA : choix des intrants et outillage agricole	<p>-Les intrants agricoles sont désormais disponibles à proximité des bénéficiaires.</p> <p>-Les bénéficiaires qui vendent leurs stocks achètent des intrants et outillage.</p> <p>-Les bénéficiaires achètent surtout les semences maraîchères.</p>	<p>- Dans certains cas, les bénéficiaires n'ont pas été associés lors du choix des intrants et outillage agricoles à acheter.</p> <p>-Certains produits et matériel ne sont pas écoulés.</p>	<p>-Faire participer directement les bénéficiaires lors du choix des intrants et matériel à vendre</p> <p>-Quand des produits (souvent périssables) ou matériel ne sont pas écoulés, vaut mieux les vendre à un prix réduit pour investir sur des produits les plus recherchés.</p>	-Quand il faut décider du matériel et intrants à mettre dans les BIA, ne pas se fier seulement aux représentants des bénéficiaires.
3	Formation, suivi - accompagnement des UCODE-communes dans la gestion des hangars et BIA	<p>-Les membres des comités de gestion ont été élus par et parmi les bénéficiaires, ce qui augmente la confiance.</p> <p>-Les comités de gestion fonctionnent bien et les gérants sont à la hauteur.</p>	<p>-Module de formation en langue vernaculaire non disponible et courte durée de formation</p> <p>-Seuls quelques membres des UCODE-communes (surtout le président) font le suivi de la gestion des</p>	<p>-En cas de formation à la gestion d'une infrastructure, il faut élaborer un module en langue vernaculaire et laisser le module écrit au niveau de l'infrastructure elle-</p>	

		<p>-Il existe un compte sur lequel on verse les recettes issues du stockage et de la vente des intrants et outillage agricoles.</p> <p>-Il y a une rémunération des gestionnaires, gardiens et animateurs relai à partir des recettes générées par le hangar de stockage.</p>	BIA.	<p>même.</p> <p>-Dans la gestion d'une infrastructure communautaire, il faut laisser les bénéficiaires s'organiser eux-mêmes et jouer seulement le rôle d'appui.</p> <p>-Les visites d'échange entre utilisateurs des hangars est un moyen efficace pour améliorer la gestion de ceux-ci.</p>	
--	--	---	------	---	--

FICHE D'AUTO-EVALUATION DE L'APPLICATION DE L'APPROCHE D'INTERVENTION DES ANIMATEURS

Résultat 1: Les productions agricoles sont augmentées et diversifiées au niveau des exploitations des bénéficiaires.

N°	Etapes	Qu'est-ce qui a marché ? (Grands succès)	Qu'est-ce qui n'a pas marché ? (Echecs, difficultés et contraintes)	Qu'est-ce qu'il faudrait surtout faire ? (Stratégies à adopter)	Qu'est-ce qu'il faudrait ne plus faire ?
1	Sélection et mise en place du Technicien Animateur (TA)	Le respect des critères de sélection et le suivi des étapes de recrutement ont permis de recruter des TA de qualité.		Lors de l'affectation, laisser le choix aux TA. Ceci a un impact positif à leur efficacité au travail.	
	Orientation, renforcement des capacités, suivi-accompagnement et évaluation des TA	<ul style="list-style-type: none"> -Participation à la planification opérationnelle et au rapportage. -Présentation aux autorités communales et aux associations membres de l'UCODE-asbl. -Formations techniques variées. - Suivi par les cadres de l'UCODE-asbl et LD -Existence de canevas de rapportage 	<ul style="list-style-type: none"> -Les TA n'ont pas été impliqués dans toutes les étapes de l'élaboration des approches. -Il peut y avoir une ingérence des UCODE-communes dans les activités techniques. -Les TA étaient chargés de beaucoup de volets, d'où éparpillement des efforts. -Vers la fin du projet, il y a eu beaucoup de démissions des cadres du projet, ce qui a rendu moins efficace le suivi des TA. 	<ul style="list-style-type: none"> -Une formation en profondeur des techniciens de terrain sur le DTF est indispensable pour la bonne marche du projet. -Il faut impliquer les techniciens de terrain dans toutes les étapes des activités. Ceci a un impact positif sur leur compréhension du projet et leur motivation. -La collaboration avec l'agronome et l'administration communale est indispensable pour la réussite des actions. 	Ne pas attendre la finalisation des approches avant de démarrer les activités d'un projet
2	Sélection et mise en place des animateurs Relai (AR)	-Le respect des critères de sélection et l'implication des autorités locales et des	Dans certains cas, le choix des AR a suscité des jalousies au niveau des	-Chaque fois qu'on sélectionne des agents d'intervention en milieu	

		associations ont permis de retenir des AR de qualité. -Les AR ont été sélectionnés par les membres des associations de l'UCODE-asbl dont ils sont eux-mêmes membres.	associations et de l'UCODE-commune.	rural, il faut toujours impliquer l'administration locale. -Il faut laisser les associations choisir elles-mêmes les AR et ne venir qu'en appui.	
3	Equipement et fonctionnement des AR (vélo, décamètre, triangle à pente,...)	- L'équipement et la mise en place des AR a permis d'atteindre les bénéficiaires des milieux les plus reculés. -La mise en place d'un nombre limité d'AR comparativement aux animateurs endogènes (AE) a permis aux TA de donner des formations aux AR.	-Certains AR ont vendu une partie du matériel. -Il y a du matériel qui a été volé. -Il y a eu des AR défaillants qui ont été remplacés. -L'octroi du matériel aux AR a suscité des jalousies au niveau des associations et de l'UCODE-commune. -Il y a eu manque de certains matériels.	-En cas de défaillance d'un agent de vulgarisation à la base, il faut le remplacer rapidement pour permettre une bonne poursuite des activités du projet. Après son remplacement, il faut organiser des séances de formation.	-Si on doit donner du matériel aux agents de la vulgarisation pour appuyer une organisation paysanne (UCODE - commune), il est recommandé de ne pas remettre ce matériel directement aux vulgarisateurs.

4	Orientation, renforcement des capacités, suivi-accompagnement et évaluation des AR	<ul style="list-style-type: none"> -Présentation aux autorités communales et aux associations membres de l'UCODE-asbl -Formations techniques variées -Chaque animateur relai a sa zone d'intervention et connaît bien les associations qu'il encadre -Disponibilité de fiches techniques - Démonstrations dans leurs propres champs - Réunions mensuelles de rapportage (existence d'une fiche de rapportage à remplir) -Visites des champs des bénéficiaires par les AR - Suivi par les TA, les cadres de l'UCODE-asbl et LD 	<ul style="list-style-type: none"> -Eloignement des bénéficiaires par rapport au domicile de l'AR -On observe un relâchement chez certains AR (absence aux réunions, réduction du suivi des champs des animateurs endogènes, remise tardive des rapports). - La non disponibilité des AR en temps voulu -Pas de fiches d'évaluation des AR. 	<ul style="list-style-type: none"> -Pour permettre aux vulgarisateurs à la base de bien travailler, il faut bien leur expliquer le projet et le rôle qu'ils vont jouer. -En plus des formations techniques, il est recommandé de prévoir des visites d'échanges internes et externes. - Prévoir une prime périodique d'encouragement, cette prime doit être payée par les bénéficiaires sur leur récolte. 	Il n'est pas souhaitable de faire des suivis des vulgarisateurs à la base sans outils de suivi.
5	Sélection et mise en place des Animateurs Endogènes (AE)	<ul style="list-style-type: none"> -Le respect des critères de sélection a permis de retenir des AE de qualité. -Les AE ont été sélectionnés par les membres des associations dont ils sont eux-mêmes membres. 	<ul style="list-style-type: none"> -La mise en place et l'équipement des AR ont suscité des jalousies chez les AE. -Il y a eu peu de femmes parmi les AE. -Avant l'installation des AR, le nombre élevé des AE n'a pas permis de former un bon nombre d'AE. 	Il faut laisser les associations choisir elles-mêmes les AE et ne venir qu'en appui ; par exemple, en les aidant à établir des critères de sélection des AE.	Ne pas oublier la représentation des femmes dans le choix des AE
6	Orientation, renforcement des capacités, suivi-	<ul style="list-style-type: none"> -Formations techniques variées -Chaque AE suit les membres 	<ul style="list-style-type: none"> -On observe un relâchement chez certains AE (réduction du suivi des 	<ul style="list-style-type: none"> -Pour permettre aux vulgarisateurs à la base de bien travailler, il faut 	

	accompagnement et évaluation des AE	de son association - Démonstrations dans leurs propres champs -Visites des champs des bénéficiaires par les AE - Suivi par les AR, les TA	champs des bénéficiaires, absence dans les démonstrations aux champs-écoles, etc.). - La non disponibilité des AE en temps voulu	bien leur expliquer le rôle qu'ils vont jouer. -En plus des formations techniques, il est recommandé de prévoir des visites d'échanges internes et externes.	
7	Développement des méthodes de vulgarisation/sensibilisation (message du siège UCODE)	-Messages conçus d'une manière participative pour le démarrage des saisons agricoles : les TA et AR ont diffusé les mêmes messages sur toute la zone d'intervention du projet. -La détermination des sites de sensibilisation a induit une présence massive des bénéficiaires et a été bénéfique pour la diffusion des messages. -La vulgarisation s'effectue d'une manière participative, ce qui permet l'appropriation des messages par les bénéficiaires.	Le système de site de sensibilisation et de message unique est venu tardivement et la conception des messages a pris beaucoup de temps.	-Si un projet travaille sur une large étendue, il est conseillé de déterminer les sites de sensibilisation là où il y a beaucoup des bénéficiaires. -Il est également conseillé de rédiger d'une manière participative le message à vulgariser et ce message doit être délivré en faisant participer les bénéficiaires (sous forme de dialogue). -Inviter les représentants de l'administration locale et les moniteurs agricoles/l'agronome communal dans les réunions de sensibilisation.	-Ne pas s'écarter du thème principal de vulgarisation/sensibilisation. Si au cours d'une réunion de sensibilisation on s'écarte du thème principal, le message transmis est dilué.
8	Vulgarisation à travers les champs écoles	L'introduction de la méthode de vulgarisation à travers les champs écoles a suscité l'engouement chez les bénéficiaires et permet la mise en application rapide des techniques apprises.	Peu de parcelles remplissaient toutes les conditions voulues.	-Multiplier les formations-suivis à l'endroit des personnes choisies pour l'installation des champs-écoles -Comme un seul champ ne réunit pas toutes les	Ne pas improviser la visite d'un champ école

				conditions, il faut visiter deux à trois champs pour avoir une vision globale de tout ce qui devrait être fait. Il est conseillé aux TA et aux AR de visiter d'abord plusieurs champs avant d'inviter les bénéficiaires.	
9	Vulgarisation des jardins de cuisine	<ul style="list-style-type: none"> -Adoption rapide des jardins de cuisine suite à sa facilité de mise en application et au fait que ça permet une rentabilisation des espaces non- exploitées. -Introduction de plus de légumes dans la ration alimentaire des bénéficiaires -Certains ménages ont pu vendre le surplus de légumes. -Certains bénéficiaires, qui avaient l'idée que les légumes se produisaient seulement dans les bas fonds, ont appris qu'ils pouvaient les produire sur les collines. 	<ul style="list-style-type: none"> -Du fait que les jardins de cuisine sont installés juste à l'entrée de la maison, certains bénéficiaires se plaignent que les animaux les détruisent à leur passage. -Au cours de la saison sèche, les jardins sont délaissés et ne sont pas arrosés alors que c'est la période où il y a un manque élevé de légumes. -Les commandes groupées des semences de légumes et des produits phytosanitaires ont bien marché et promu les ventes dans les BIA. 	<ul style="list-style-type: none"> -Vu le succès des jardins de cuisine et le peu de moyens que ça demande pour les installer, il est souhaitable de sensibiliser l'administration / agronome pour diffuser la technique dans la population pour leur généralisation. -Pour éviter la divagation des jardins de cuisine par les animaux, il est conseillé de prévoir une clôture autour des jardins (branches avec des épines). 	<ul style="list-style-type: none"> -Il n'est pas souhaitable d'installer des jardins de cuisine avec des matériaux chers (sacs en jute, tronc d'arbres, ...) ou exigeant en main-d'œuvre (installation en étage) parce que ça limite l'appropriation par les bénéficiaires.
10	Vulgarisation de la technique de compostage	<ul style="list-style-type: none"> -Adoption rapide de la technique de compostage suite à sa facilité de mise en application et au fait que ça permet une rentabilisation de la matière organique disponible dans l'exploitation. -Amélioration de la 	<ul style="list-style-type: none"> -Dans certains endroits, la matière organique (paille, tronc de bananier, etc...) n'est pas toujours disponible. -Les troncs de bananier sont actuellement vendus à un prix élevé 	<ul style="list-style-type: none"> Vu le succès de la technique de compostage et le peu de moyens que ça demande pour les installer, il est souhaitable de sensibiliser l'administration / 	

		<p>production agricole dans les exploitations des bénéficiaires.</p> <p>-Certains bénéficiaires qui pensaient que la fumure organique ne pouvait s'obtenir que par les animaux utilisaient seulement la fumure minérale, ce qui entraînait la dégradation de leurs exploitations.</p> <p>L'introduction de cette technique leur a permis d'améliorer leurs techniques culturales.</p>	(500FBu/unité).	<p>agronome pour diffuser la technique dans la population pour leur généralisation.</p>	
1	Vulgarisation sur la Radio Publique Africaine(RPA) Ngozi	<p>Une grande partie de la population a eu accès à l'information sur le projet.</p>	<p>-Les émissions ont été arrêtées avant la fin du projet.</p> <p>-Certains bénéficiaires n'écoutent pas la radio RPA volontairement ou par manque de postes de radio.</p> <p>-Certains endroits de la zone d'action du projet n'avaient pas accès à l'information (communes Busoni et Kirundo).</p>	<p>-Si on souhaite une vulgarisation large et efficace, il faut choisir une radio qui couvre toute la zone d'action. Il faut également informer la population sur les heures d'écoute.</p>	

**FICHE D'AUTO-EVALUATION DE L'APPLICATION DE L'APPROCHE D'APPU AUX ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS
NON AGRICOLES (AGRENA)**

Résultat 2: Les bénéficiaires réalisent des activités économiques susceptibles d'accroître leurs capacités de résilience et d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

N°	Etapas	Qu'est-ce qui a marché ? (Grands succès)	Qu'est-ce qui n'a pas marché ? (Echecs, difficultés et contraintes)	Qu'est-ce qu'il faudrait surtout faire ? (Stratégies à adopter)	Qu'est-ce qu'il faudrait ne plus faire ?
1	Identification du groupe cible (respect des critères d'identification)	-Identification des bénéficiaires parmi les membres des associations avec la participation des UCODE-communes -Respect des critères d'identification facilités par la catégorisation des ménages membres des associations filières pratiquant une AGRENA	Identification du nombre limité des bénéficiaires due au budget disponible	Impliquer les membres des associations à différentes étapes (fixation des critères, identification proprement dite)	
2	Identification et validation des AGRENA porteuses (petit commerce, restaurants, production des plants fourragers)	-Les bénéficiaires ont choisi eux-mêmes leurs AGRENA. -L'identification des AGRENA a été effectuée en milieu naturel des bénéficiaires.	-Toutes les AGRENA porteuses identifiées n'ont pas été appuyées. -Aléas climatiques pour la production des plants fruitiers -Les bénéficiaires des AGRENA ont toujours tendance à changer d'activité.	-Laisser les bénéficiaires déterminer eux-mêmes leurs AGRENA. -Laisser aux bénéficiaires la possibilité d'adapter le choix d'AGRENA suivant les circonstances -Appuyer les bénéficiaires pour bien mener une étude de faisabilité de chaque activité	Il ne faut pas bloquer la liste des AGRENA porteuses.
3	Diagnostic participatif (DP), identification et validation des ménages	Représentation de l'administration, des UCODE-communes, des	Beaucoup de ménages nécessitant des appuis non pris en compte	Augmenter le budget alloué aux AGRENA	En matière d'appui aux vulnérables, il faut distinguer les

	à appuyer	animateurs (du projet et relai) et de la population bénéficiaire			vulnérables qui ont besoin d'une aide humanitaire de ceux qui sont capables de se prendre en charge moyennant un appui.
4	Déblocage (en tranches) des financements pour appuyer l'installation des AGR (délai)	<ul style="list-style-type: none"> -Le déblocage des fonds de la 1^{ère} tranche a respecté les délais. -Fixation de l'AGRENA et du montant nécessaire par le bénéficiaire 	<ul style="list-style-type: none"> -Le capital réel des AGRENA a été souvent sous-estimé. -Le projet ne pouvait pas satisfaire toutes les demandes. -La 2^e tranche ne pouvait être débloquée qu'après remboursement de la 1^{ère} : les délais n'ont pas souvent été respectés. -Les montants ont été plafonnés par le projet faute de moyens. 	<ul style="list-style-type: none"> -Donner tout le montant demandé dans une seule tranche. -Débloquer la tranche suivante dans les délais au cas par cas. -Prévoir les montants en tenant compte de la dévaluation de la monnaie, de la période de soudure et du type d'AGRENA. -Prévoir des mesures d'atténuation en cas de mévente -Prévoir des pertes sur créances sur les remboursements 	Il faut éviter de faire attendre le déblocage de la 2 ^e tranche quand le remboursement de la 1 ^{ère} tranche a été apurée.
5	Suivi et accompagnement des bénéficiaires dans la mise en œuvre des AGRENA choisies (élaboration et remplissage des fiches)	<ul style="list-style-type: none"> -Organisation des formations des bénéficiaires -Fiches de suivi faciles à remplir -Conseils donnés par le personnel du projet 	Certains bénéficiaires ne savaient pas lire et écrire.	<ul style="list-style-type: none"> -Prévoir une longue période d'accompagnement du vulnérable -Prévoir l'alphabétisation pour les bénéficiaires analphabètes -En cas d'utilisation des feuilles volantes comme fiches de suivi, prévoir de 	

				les attacher	
6	Remboursement du fonds avancé	<ul style="list-style-type: none"> -Respect des délais pour certains -Remboursement en tranches -Echéances suffisantes de remboursement 	<ul style="list-style-type: none"> -Echéances de remboursements non respectées par certains bénéficiaires (causes : perturbations climatiques, capital faible, vulnérabilité à la maladie/frais scolaires, limite de la capacité de remboursement ...) -Concurrence suite aux stratégies différentes des projets œuvrant dans la même zone d'intervention. 	<ul style="list-style-type: none"> -Intensifier le suivi des bénéficiaires -Organiser la signature des contrats entre le projet et les bénéficiaires en présence des représentants de l'administration locale -Responsabiliser les UCODE-communes dans le recouvrement des fonds avancés aux vulnérables 	Il faut éviter de donner des fonds perdus pour le démarrage des AGRENA.
7	Application de l'approche (appréciation par les bénéficiaires)	Les AGRENA ont permis à certains de rehausser le niveau de vie (achat d'un terrain, paiement des frais scolaires, amélioration de l'habitat et de la ration alimentaire, achat des animaux domestiques, ...).	<ul style="list-style-type: none"> -Peu de formations en rapport avec les AGRENA -Pas de visites d'échange 	<ul style="list-style-type: none"> -Intensifier les séances de sensibilisation pour augmenter le taux de remboursement -Augmenter les appuis pour atteindre un grand nombre de bénéficiaires 	Il faut de tenir une réunion d'évaluation de l'activité d'AGRENA après l'échéance de remboursement.

FICHE D'AUTO-EVALUATION DE L'APPLICATION DE L'APPROCHE WARRANTAGE

Résultats 2 & 5 : Les bénéficiaires réalisent des activités économiques susceptibles d'accroître leurs capacités de résilience et d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

N°	Etapas	Qu'est-ce qui a marché ? (Grands succès)	Qu'est-ce qui n'a pas marché ? (Echecs, difficultés et contraintes)	Qu'est-ce qu'il faudrait surtout faire ? (Stratégies à adopter)	Qu'est-ce qu'il faudrait ne plus faire ?
1	Animation / Formation des associations par l'IMF	-Un noyau des membres des associations filières a été formé et a pris part à la validation de l'approche. -La population a apprécié positivement l'approche.	Le système de warrantage a été associé à l'implantation des hangars par le projet.	Toujours tenir compte des avis de la population à l'étape de conception d'une approche	
2	Demande, acceptation et déblocage du crédit	Les délais ont été respectés aussi bien pour la demande, l'acceptation que le déblocage du crédit.	Les UCODE-communes n'ont pas pu absorber tout le montant prévu par l'IMF au warrantage.	Informar la population de se préparer à la demande du crédit warranté	Ne pas refuser d'accorder le crédit alors que l'hypothèque est là (stock)
3	Mise en stock dans de bonnes conditions	-Equipement des hangars adapté au stockage -Les produits étaient traités avant le stockage.	L'occupation du hangar n'est pas assurée toute l'année : les produits sont vendus au début de la saison suivante.	Toujours rendre disponible les produits de conservation des récoltes à temps	Ne pas stocker à même le sol

4	Commercialisation des récoltes	<ul style="list-style-type: none"> -Les UCODE-communes étaient engagées dans la recherche du marché. -Les hangars constituent un point sûr pour la collecte des récoltes et l'approvisionnement pour les commerçants. -La spéculation et la vente groupée ont été possibles grâce aux hangars. -Une équipe du projet a été mise sur pied pour assurer la recherche du marché et faire le suivi de la variation des prix. 	Concurrence causée par les produits importés et les aides		Eviter de vendre et rembourser tard le crédit pour garder la confiance de la microfinance.
5	Remboursement du crédit, paiement de diverses charges et distribution des primes aux producteurs	<ul style="list-style-type: none"> -Les prix ont augmenté vite : il y a eu vente et remboursement du crédit sans tarder. - Le paiement de tous les frais a été respecté. -Les producteurs qui ont pratiqué le warrantage ont eu leur prime et ont été contents, d'autant que c'était leur première expérience. 	Les producteurs qui n'ont pas voulu pratiquer le warrantage ont failli causer du désordre pendant la distribution des primes.	<ul style="list-style-type: none"> -Informer à temps le personnel du hangar sur la prime qu'ils percevront - Expliquer à tous comment les primes ont été déterminées. - Respecter les délais de paiement des primes. 	Ne pas retarder la distribution des primes et le remboursement du crédit pour garder la confiance

FICHE D'AUTO-EVALUATION DE L'APPLICATION DE L'APPROCHE MUTUELLES DE SANTE COMMUNAUTAIRE (MUSA)

Résultat 3 : L'accès aux soins de santé, à la prévention et aux traitements des cas de malnutrition est amélioré.

N°	Etapas	Qu'est-ce qui a marché ? (Grands succès)	Qu'est-ce qui n'a pas marché ? (Echecs, difficultés et contraintes)	Qu'est-ce qu'il faudrait surtout faire ? (Stratégies à adopter)	Qu'est-ce qu'il faudrait ne plus faire ?
1	Sensibilisation à la mise en place d'une mutuelle de santé (MUSA) : Associations filières, Autorités administratives locales, Leaders communautaires, Population en général	<ul style="list-style-type: none"> -Participation massive des membres des comités des associations filières, des membres des associations filières et de la population en général dans les séances de sensibilisation -La majorité des autorités locales se sont impliquées au développement de la MUSA. 	<ul style="list-style-type: none"> -Malgré la présence des membres des associations aux séances de sensibilisation, ils n'ont pas adhéré en grand nombre la première année. -Certaines autorités locales ont refusé la tenue des réunions de sensibilisation sur leurs collines par peur de défavoriser la CAM. -Les UCODE-communes ont voulu à tout prix diriger les MUSA et se sont ingérées dans leur gestion. -La distribution des moyens de déplacement (vélos) aux membres des organes des MUSA a suscité une jalousie chez certains membres des UCODE-communes. 	<ul style="list-style-type: none"> -Elaborer une approche de sensibilisation avec des messages clés uniformisés. La sensibilisation devrait être ciblée en commençant par les membres des UCODE - communes et les administratifs à la base. -Utiliser les groupes de danse locaux pour préserver la culture et faire passer le message dans les chansons et les sketches sur la MUSA au lieu de jouer de la musique moderne. La musique jouée lors des journées promotionnelles a retenu les jeunes au lieu des adultes recherchés dans la MUSA. 	Ne plus mener des sensibilisations loin des lieux d'habitation des bénéficiaires (privilégier les sensibilisations de proximité).

2	Campagne d'adhésion et paiement des cotisations à la section de la MUSA	<p>-L'implication des TA et AR, des dirigeants des associations du projet a été très importante.</p> <p>-Les administratifs ont été coopératifs : certains ont payé la cotisation les premiers servant ainsi de modèles ; là où ils ont été membres des comités d'initiative et collecteurs des cotisations, la confiance et l'adhésion à la MUSA ont été renforcées.</p> <p>-Le fait de contractualiser avec les FOSA privées a poussé les adhésions à la hausse.</p> <p>-La promesse des activités complémentaires (crédit chèvres, jardins de cuisine, etc. .) a permis d'augmenter les adhésions et fidélisation.</p> <p>-L'octroi de la quittance / carnet de reçus à l'animateur communautaire a facilité la collecte des cotisations.</p> <p>-La présence et l'accès aux centres de santé privés a montré une valeur ajoutée par rapport à la CAM.</p>	<p>-Il y a eu un grand décalage entre l'enregistrement des adhérents et la production des photos et des cartes de membres. Ceci était dû à la non libération de la totalité des cotisations par les adhérents.</p> <p>-Les agents de santé ou les prestataires de soins favorisaient la CAM.</p> <p>-Le bénéficiaire MUSA dans un ménage n'était pas clairement défini (étudiant à l'université, domestiques, parents du chef de ménage, etc ...).</p> <p>-Il y a eu une confusion entre UCODE asbl et UCODE-MF, ce qui a entraîné une méfiance des bénéficiaires qui pensaient que c'était une manière de se faire rembourser les dettes dues à l'UCODE-MF.</p> <p>- Au démarrage de la MUSA, il y a eu interférence due aux antécédents des autres projets. (Ex : Un projet avait collecté de l'argent pour la distribution des vaches mais n'en a pas donné.)</p> <p>-Toutes les cotisations n'ont pas été acheminées sur le compte de la section MUSA</p>	<p>-Organiser des visites d'échange d'expériences en faveur du comité d'une section MUSA dans d'autres sections et dans les MUSA promues par d'autres intervenants est un puissant moyen pour promouvoir une MUSA.</p> <p>-Les personnes chargées de la collecte des cotisations devraient être clairement définies. A chaque séance de contrôle, la présentation des carnets de reçus et des bordereaux de versement devrait être obligatoire.</p>	Il ne faut pas multiplier les catégories de personnes qui collectent la cotisation parce que ça augmente les fuites.
---	---	---	---	---	--

			<p>(détournements).</p> <p>-Il y a eu peu de suivis au travail des animateurs.</p> <p>-La production du café (qui génère un revenu substantiel dans les ménages ruraux) n'a pas été bonne la première année du démarrage de la MUSA.</p>		
3	Appui à la mise en place des organes de la section MUSA	L'élection des membres des organes des sections MUSA a été démocratique (élection en assemblée générale en tenant compte des zones d'une commune et prise en compte de l'aspect genre).	<p>-Il y a eu cumul de fonctions (ex : un seul individu qui est en même temps Président de l'UCODE-commune, Alphabétiseur, Président de la section MUSA, Président de l'UCODE-MF, Vice-Président de la Faïtière MUSA et Président d'une association filière).</p> <p>-Il y a des membres qui étaient capables mais qui n'ont pas voulu occuper des fonctions parce que bénévoles.</p> <p>-La forte fréquence des réunions dissuadait certaines femmes de se représenter à des postes de prise de décisions.</p>	L'explication des rôles et responsabilités de chaque organe augmente la motivation chez certains membres.	
4	Renforcement des capacités des membres des organes des sections MUSA et équipement des sections MUSA	<p>-Présentation aux autorités communales et aux associations membres de l'UCODE-asbl</p> <p>-Formations sur des thèmes variés</p>	<p>-Il y a eu une ingérence des UCODE-communes dans la gestion de la section.</p> <p>-Il y a du matériel qui a été volé ou vendu (vélo).</p> <p>-L'instabilité des gérants a</p>	-En cas de défaillance d'un membre d'un organe à la base, il faut le remplacer rapidement pour permettre une bonne poursuite des	-Ne pas attendre la finalisation des approches avant de démarrer les activités d'un projet

		<ul style="list-style-type: none"> - Suivi par les TA, les cadres de l'UCODE-asbl et LD -Existence de canevas de rapportage - L'équipement et la mise en place des gérants, comités d'initiative et animateurs a permis d'atteindre les bénéficiaires des milieux les plus reculés. -Le recrutement et l'installation des gérants ont permis une amélioration dans la gestion de la section. 	<p>handicapé la gestion de certaines sections.</p> <ul style="list-style-type: none"> -L'octroi du matériel aux membres des organes des sections a suscité des jalousies entre eux et au niveau de l'UCODE-commune. -Il y a eu peu d'échanges d'expériences entre les responsables des sections MUSA et d'autres MUSA promues par d'autres acteurs. 	<p>activités de la MUSA. Après son remplacement, il faut organiser des séances de formation.</p> <ul style="list-style-type: none"> -Organiser des journées d'échange d'expérience entre les membres des comités des sections au démarrage et à la fin de la campagne d'adhésion et fidélisation. -En cas de vol du matériel mis à la disposition par le projet à la section MUSA, celle-ci doit procéder à son remplacement. 	<p>-Si on doit donner du matériel aux sections MUSA, il est recommandé de ne pas remettre ce matériel directement aux sections mais à la faitière qui va le céder aux sections.</p>
5	Négociation et signature des conventions avec les FOSA (CDS et Hôpitaux) et paiement des prestations	<ul style="list-style-type: none"> -Certaines FOSA collaborent bien avec la MUSA. -Le paiement des prestations à temps a permis à la MUSA d'être bien perçue par les FOSA et celles-ci ont amélioré la qualité de prestations envers les membres. 	<ul style="list-style-type: none"> -Certaines autorités sanitaires tardent à signer les conventions, d'où certaines FOSA refusent de traiter les mutualistes. -Certaines FOSA refusent de remplir certains outils de gestion de la MUSA arguant que c'est un travail supplémentaire. D'autres affichent une lenteur dans la présentation des factures à la section. -Certaines FOSA ne suivent pas les clauses des conventions : prescription des spécialités, surprescriptions et 	<ul style="list-style-type: none"> -Si on veut rendre durable une MUSA, il faut contractualiser avec un médecin conseil (de préférence une des hautes autorités sanitaires dans la zone d'action) et établir un cadre de concertation avec les prestataires des FOSA conventionnées. -Au cas où la FOSA se montre laxiste dans l'application des termes de la convention, ne pas hésiter à suspendre ou arrêter la collaboration à temps. 	

			<p>surfacturation des prestations. -Il y a eu des cas de tricherie chez les adhérents qui n'ont pas fidélisé.</p>	<p>- Pour le cas des membres des organes et du comité d'initiative qui détiennent des fonds de la section, adopter des mesures de recouvrement.</p>	
--	--	--	--	---	--

FICHE D'AUTO-EVALUATION DE L'APPLICATION DE L'APPROCHE NUTRITION

Résultat 3 : L'accès aux soins de santé, à la prévention et aux traitements des cas de malnutrition est amélioré.

N°	Etapes	Qu'est-ce qui a marché ? (Grands succès)	Qu'est-ce qui n'a pas marché ? (Echecs, difficultés et contraintes)	Qu'est-ce qu'il faudrait surtout faire ? (Stratégies à adopter)	Qu'est-ce qu'il faudrait ne plus faire ?
1	1. Appui en subsides / vivres (farine CSB, riz, haricot, petit pois, sucre, porsche, huile et sel) et autre matériel (couvertures, draps, savon, détergents, charbon, gobelets, assiettes, marmites) et en personnel d'appui aux Centres de Récupération Nutritionnelle (CRN) de Gatsinda et Buye	<ul style="list-style-type: none"> -Le nombre de cas pris en charge par le centre de santé de Gatsinda a augmenté grâce à cet appui. -La durée de séjour au CRN a été réduite suite à l'amélioration des services rendus et les séances d'éducation pour la santé et démonstrations culinaires. Aussi, le taux de rechute a diminué. -L'appui en vivres a stabilisé le séjour des accompagnants des enfants, ce qui a diminué les cas d'abandons et d'évasions pour la recherche de la nourriture. -L'appui était consistant, conforme aux termes du contrat et de réquisition et livré à temps. -La formation en nutrition à l'endroit du personnel lui a permis d'être à la 	<ul style="list-style-type: none"> -Etant un service de l'Etat et cela malgré l'annonce précoce du désengagement, le CRN Buye n'a pas voulu prendre l'appui en animaux, jardins potagers et autres cultures pour assurer la pérennité. -L'appui en vivres a servi plus aux accompagnants qu'aux malnutris. -L'appui était limité et ne pouvait pas satisfaire tous les besoins des CRN. 	<ul style="list-style-type: none"> -Chaque fois qu'on appuie un CRN, il faut chercher des synergies avec d'autres projets intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire pour appuyer les déchargés dans leurs ménages et éviter les rechutes. -Si on appuie une structure de l'Etat chargée de la récupération nutritionnelle, il faut mettre dans le contrat qu'elle s'engage à mener des activités agricoles (si elle a de l'espace) en vue de substituer l'aide alimentaire. 	<ul style="list-style-type: none"> -Ne plus donner l'appui en vivres sans mécanismes de désengagement (appui à la production vivrière et animale).

		<p>hauteur de sa tâche.</p> <ul style="list-style-type: none"> -L'appui en animaux (lapins) et l'installation des jardins potagers au CDS Gatsinda servent de modèles aux personnes qui le fréquentent. -L'appui a contribué à l'amélioration des comportements liés à l'alimentation, l'hygiène, la vaccination et la prévention des maladies. -Le personnel d'appui a contribué à l'amélioration de la qualité des services dans les CRN (rapidité, exactitude dans le dépistage et la prise en charge). 			
2	Appui aux autres centres et à la communauté	<ul style="list-style-type: none"> -Le contenu des formations des Agents de Santé Communautaires (ASC) et/ou Prestataires de soins sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë globale leur a permis d'améliorer la qualité de leur service. -L'animation des séances d'éducation nutritionnelle et celles de démonstrations culinaires ont conduit à l'amélioration du score de diversité alimentaire et des 	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les collines n'ont pas eu la chance de suivre les séances de démonstrations culinaires faute de moyens. -Il n'y a pas eu des séances de recyclage des agents de santé communautaire et des prestataires de soins. -La formation a touché un agent de santé communautaire par colline alors qu'il y en a deux. 	<ul style="list-style-type: none"> -Après la formation théorique, il faut accompagner les ASC dans leur milieu. -Dans la suite, il faut prévoir un recyclage. -En matière de nutrition, il faut opérer au niveau de la communauté pour réaliser plus d'impact. 	<p>En vue d'intervenir efficacement dans la communauté, il ne faut pas compter sur le matériel du centre de santé (pour le dépistage).</p>

		conditions sanitaires (dépistage, référence, prise en charge, suivi, vaccination, planning familial) qui ont permis la réduction des cas de la malnutrition et du taux de rechute.			
3	Coordination, suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> -Il y a eu des visites et des séances de concertation régulières. -Il y a eu une révision du contrat pour adapter certaines clauses. -Les centres de récupération nutritionnelle ont reçu une lettre annonçant la suspension de l'appui longtems avant celle-ci. 	Il n'y avait pas d'outil de suivi.	Quand on appuie un centre de récupération nutritionnelle, il faut produire un rapport de suivi et le partager avec le centre. Celui-ci a également le devoir de produire un rapport régulier.	
4	Appui aux ménages ayant eu des enfants déchargés des Centres de récupération nutritionnelle (CRN)	<ul style="list-style-type: none"> -Les ménages bénéficiaires ont été bien identifiés (à partir des CRN). -L'installation des abris des animaux, le traitement des animaux et le suivi ont permis l'augmentation du cheptel et du niveau de vie des bénéficiaires. -La diffusion des animaux, qui a été bien effectué, a permis aux ménages d'augmenter la production, la fréquence des repas, l'économie et l'accessibilité aux soins de santé de 	Il y a eu une faible maîtrise des techniques d'élevage des animaux surtout les lapins.	<ul style="list-style-type: none"> -Pour appuyer les ménages bénéficiaires, le projet peut les exhorter à intégrer les filières de leur choix. -Conscientiser les bénéficiaires des animaux pour qu'ils prennent en charge les soins de leurs animaux. 	En vue d'inciter les gens à travailler, il faut éviter de distribuer des vivres gratuitement pour ne pas favoriser l'état d'assistanat.

		qualité. -L'accompagnement en vivres en attendant la récolte, l'installation des jardins de cuisine et le suivi des ménages ont contribué sensiblement dans la réduction du taux de rechute.			
--	--	---	--	--	--

FICHE D'AUTO-EVALUATION DE L'APPLICATION DE L'APPROCHE STRUCTURATION DES ASSOCIATIONS ET DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES

Résultat 4: La structuration des bénéficiaires est réorganisée et renforcée à travers une fédération paysanne (UCODE asbl) et son organe d'appui technique.

N°	Etapas	Qu'est-ce qui a marché ? (Grands succès)	Qu'est-ce qui n'a pas marché ? (Echecs, difficultés et contraintes)	Qu'est-ce qu'il faudrait surtout faire ? (Stratégies à adopter)	Qu'est-ce qu'il faudrait ne plus faire ?
1	Constitution des associations filières	<ul style="list-style-type: none"> -Participation des administratifs de base aux réunions de sensibilisation -Mise en place d'un nombre important d'associations filières 	<ul style="list-style-type: none"> -Visées autres qu'associatives de la part des membres lors de la constitution des associations -Certaines régions très éloignées pour les réunions de sensibilisation -Refus de certains élus locaux de la tenue des réunions 	<ul style="list-style-type: none"> -Informers les responsables administratifs par des messages écrits en vue de participer aux réunions de sensibilisation -Rendre disponible un personnel et des moyens de déplacement suffisants -Sensibiliser dans les sites des déplacés -Accompagner la population dans la constitution des associations 	Il faut multiplier les réunions de sensibilisation sur les différents sites de la commune et non seulement au chef-lieu de la commune.
2	Structuration des associations	<ul style="list-style-type: none"> -Accompagnement des associations par l'UCODE dans la mise en place des organes dirigeants -Organisation des élections des organes par toutes les associations 	Spéculations de la part des membres lors des élections	<ul style="list-style-type: none"> -Informers les associations sur l'utilité des organes pour le bon déroulement des élections -Accompagner et recycler les associations dans leurs activités 	Ne pas laisser les associations à elles-mêmes

3	Textes réglementaires : statuts et ROI	<ul style="list-style-type: none"> -Formation des comités sur l'utilité des textes par le projet -L'UCODE a appuyé les différentes associations dans l'élaboration, la mise à disposition et la multiplication des textes réglementaires. - Les comités des associations sont en général bien accueillis par les administratifs lors de la signature des textes. 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque de moyens financiers pour se rendre au chef-lieu de la commune et faire enregistrer les associations -Refus des textes de certaines associations par les secrétaires communaux sans raisons -Pour être enregistrées au niveau de la commune, certaines associations attendaient longtemps. 	<ul style="list-style-type: none"> -Recycler annuellement les associations sur le contenu des textes réglementaires -Informers les membres des associations et les autorités administratives sur l'utilité des textes réglementaires 	Ne jamais laisser tomber les descentes de suivi/accompagnement des associations en matière de structuration
4	Outils de gestion : plan d'action, livre de caisse, facture, reçu, etc.	Formation des associations par l'UCODE sur l'utilisation de ces outils	<ul style="list-style-type: none"> -Les associations constituées vers la fin du projet n'ont pas été formées. -Toutes les associations n'ont pas eu de moyens financiers pour se procurer les outils de gestion. -Certains comités d'associations n'ont pas voulu acheter ces outils voulant gérer les avoirs des associations en désordre. 	<ul style="list-style-type: none"> -Programmer des formations et recyclages pour tous les comités des associations -Sensibiliser et accompagner les associations en vue de planifier leurs activités -Accompagner les associations dans la mise en place et/ou le renouvellement des membres des organes 	Ne pas laisser tomber les descentes de suivi/accompagnement des associations en matière de gestion
5	Provenance des	Le comité exécutif et	Pour certains, les	-Multiplier les réunions de	

	ressources et stratégie de mobilisation des fonds	le personnel de l'UCODE se sont investis pour expliquer la stratégie et notamment la collecte des cotisations	cotisations n'ont pas été libérées ou l'ont été tardivement.	sensibilisation à l'égard des associations pour que tous comprennent l'utilité des cotisations -Tenir à chaque fin d'année une réunion pour montrer aux membres comment les fonds ont été utilisés -Planifier et budgétiser les descentes pour que toutes les associations soient mobilisées -Les membres des organes et le personnel du projet doivent programmer beaucoup de visites aux comités des associations pour s'assurer de la disponibilité des ressources	
6	Mise en place d'une fédération paysanne	-Des formations ont été dispensées aux membres du comité exécutif -Les membres du CE font souvent des visites aux associations -Le président et le secrétaire général du CE ont fait une visite aux bailleurs de fonds de l'UCODE	-Insuffisance de moyens de déplacement -Les membres de la fédération ne sont pas appuyés de la même manière sur toute sa zone d'intervention	Toucher le plus de bailleurs possibles pour appuyer les membres de la fédération dans leurs activités de développement	

7	Mise en place d'une équipe technique d'appui à la fédération	Mise en place des ressources humaines, leur formation et leur équipement	Les animateurs techniciens et relai couvrent difficilement leur zone d'action (peu nombreux au vu de l'intensité des activités)	Améliorer les moyens de déplacement des animateurs relai (vélomoteurs)	Lors du recrutement, ne jamais oublier les femmes
8	Alphabétisation des membres des associations filières	-Les apprenants qui ont appris à lire, écrire et calculer ont amélioré le modèle de gestion de leurs associations. -Les alphabétisés qui occupent des postes de responsabilité dans les associations et dans la communauté sont obligés d'appliquer les techniques de lecture et d'écriture -Les alphabétiseurs ont été à la hauteur de leur tâche à voir les compétences acquises par les alphabétisés dans leurs différents postes de responsabilité.	Des fois, le temps imparti aux cours n'est pas suffisant parce que les séances ont lieu les après-midi ou les dimanches.	-Informer les bénéficiaires de l'inscription suivante aux cours pour qu'ils s'y préparent à temps -Continuer le programme d'alphabétisation pour les membres de la fédération	Ne jamais prévoir un temps de cours plus court que chez les autres équipes
9	Viabilité des associations filières/Fédération paysanne et	-Les techniques culturelles apprises et appliquées dans les exploitations ont produit des effets	Tous les membres de la fédération ne sont pas appuyés de la même manière parce que les appuis	Veiller à l'application du contenu du plan stratégique de l'UCODE-asbl	

	<p>l'équipe technique</p>	<p>positifs. La production des récoltes et les revenus ont augmenté.</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les cotisations des associations membres de la fédération sont versées annuellement. -La structuration des associations leur permet d'assurer une bonne gouvernance. -Certains membres alphabétisés des associations ont amélioré leur mode de vie en se basant sur les microprojets qu'ils ont eux-mêmes élaborés. -Les UCODE – communes possèdent des adresses physiques au niveau des hangars de stockage. -Les UCODE-communes, les associations filières et la population disposent des hangars servant de points de collecte et d'achat des récoltes (hangars de 	<p>dépendent des projets initiés par des ONG internationales partenaires.</p>		
--	---------------------------	---	---	--	--

	<p>stockage), des points de vente des intrants agricoles (BIA) et des mutuelles de santé pour assurer l'accès aux soins de santé.</p> <p>-Les UCODE-communes continuent à accompagner leurs associations et à défendre leurs intérêts.</p> <p>-L'UCODE-asbl s'est dotée d'un nouveau plan stratégique 2013-2017, d'une adresse physique (maison en propriété) et des ressources humaines (staff qualifié et formé), matérielles (roulant, informatique, mobilier).</p>			
--	--	--	--	--

CONCLUSION

Le travail d'évaluation des approches a été très bénéfique pour le personnel du projet pour son apprentissage. Il a permis de capter les perceptions des uns et des autres par rapport aux interventions du projet dans différents milieux. Les enquêtes ont touché les informateurs issus des couches variées de population et les informations reçues reflètent les points de vue des groupes cibles. Il y a eu constat des appréciations des informateurs (mise en place des animateurs relai, identification des vulnérables, implantation et équipement des BIA, installation et fonctionnement des hangars de stockage, fonctionnement des mutuelles de santé, appui aux ménages qui ont des enfants déchargés des CR, etc.), l'implication des administratifs pour mieux réussir les activités de terrain (sensibilisation aux techniques culturelles améliorées et à l'adhésion aux mutuelles de santé), ce à quoi il faut s'en tenir et ce qu'il y a à éviter pour ne pas répéter les erreurs du passé. En gros, c'est un exercice utile pour le projet et il peut servir aux autres intervenants. Il constitue donc une activité à mener même dans l'avenir.